

tions du pays en argent d'une valeur inférieure à celle de l'argent reçu est une violation de la foi publique ; que s'il peut y avoir profit à faire usage de l'argent, c'est seulement à la condition que le dollar *argent* ait la même valeur que le dollar *or* ; que le *Silver Bill*, autorisant ce qu'il considère comme la violation d'une obligation sacrée, il le renvoyait aux représentants, avec opposition à son passage.

A la majorité de dix-huit voix de plus que les deux tiers, la Chambre des représentants a annulé le veto présidentiel, tandis que la majorité n'a été que de deux voix au Sénat. Quoi qu'il en soit, le *Silver Bill* est aujourd'hui une loi exécutoire, et le gouvernement, paraît-il, s'appête à la mettre en opération le plus tôt possible. Les Monnaies de Philadelphie et de Carson City ont déjà commencé la frappe du nouveau dollar d'argent à 412 grains et $\frac{1}{2}$. Le *Times* de New York, dans un article intitulé "Liberté du faux monnayage," dit que l'émission du dollar d'argent à ce titre n'est pas autre chose que "le vol national légalisé." "Bon pour les gouvernements despotiques de l'Europe, ajoute-t-il, de se réserver le privilège de frapper monnaie ; mais du moment où nous avons secoué la vieille tradition tyrannique de mettre dans une pièce de cent cents pour cent cents d'argent, il n'y a pas de raison pour que nous ne nous dégagions pas entièrement des autres règles surannées, et que nous ne laissions pas à chacun le droit de s'arranger pour voler ses créanciers au mieux de ses intérêts,"

La question d'Orient, dégagée des contradictions dans lesquelles le télégraphe l'embrouille chaque matin, peut se résumer en ces termes :

Le traité de paix laisse Constantinople aux Turcs, mais l'ancien empire ottoman n'est plus qu'une principauté russe. L'Autriche et l'Angleterre, voyant à la fin le double but poursuivi par l'Allemagne et par la Russie, demandent la réunion d'un congrès dont les décisions arrêteraient les Allemands sur le chemin du Zuyderzée et les Russes sur celui des Indes. Mais comme la Russie se montre très-déterminée à ne point vouloir d'un programme diplomatique qui mettrait en discussion quelques-uns de ses avantages, le congrès n'aurait qu'à sanctionner ce qui est fait ou à se séparer sans avoir rien fait du tout. De la part des puissances ce serait jouer, sans honneur et sans profit, le jeu de la Russie et de l'Allemagne que d'envoyer des plénipotentiaires sanctionner par leur présence des faits accomplis lésant plus ou moins les intérêts qu'elles ont toujours voulu garantir. Dans cette hypothèse, y aurait-il une seule puissance assez naïve pour accepter le rôle de com-